

Journaliste pour l'histoire

Ivan JABLONKA

Dans un livre de souvenirs aux allures de thriller, Edwy Plenel revient sur l'enquête qui, le 18 septembre 1985, a permis de révéler le scandale du *Rainbow Warrior*. Cette leçon de journalisme indique les liens qui existent entre investigation, démocratie et sciences sociales.

Recensé : Edwy Plenel, *La Troisième Équipe. Souvenirs de l'affaire Greenpeace*, Paris, Don Quichotte, 2015, 208 p., 14 €.

Ce petit livre de souvenirs se lit comme un thriller. Il y est question de nageurs de combat, de déjeuners discrets entre les journalistes et leurs « sources », de grandes manœuvres politiques et de secrets d'État. À ceci près que tout est vrai. C'est même là que réside le plus grand intérêt du livre, son noyau dur : comment établir les faits quand tout conspire au mensonge, au déni et à la dissimulation ? La vérité, voilà l'héroïne.

Le monde d'hier

Mais d'abord, rappelons l'affaire à nos plus jeunes lecteurs. Cela se passe en 1985, quatre ans après l'élection du premier président socialiste de la Cinquième République, François Mitterrand. L'organisation écologiste Greenpeace ayant planifié une campagne internationale de protestation contre les essais nucléaires français dans le Pacifique, l'Élysée demande aux services secrets de planifier un attentat contre le navire de l'organisation, le *Rainbow Warrior*. Pour entraver la campagne prévue par cette organisation civile aux couleurs de l'arc-en-ciel, les services français proposent une solution mesurée (par exemple endommager l'hélice du navire), mais le pouvoir politique tranche : le navire sera envoyé par le fond.

Le 10 juillet 1985, dans le port d'Auckland en Nouvelle-Zélande, le *Rainbow Warrior* est saboté à quai. Le service « Action » de la DGSE a fait en sorte qu'une première explosion avertisse l'équipage avant qu'une deuxième fasse couler le navire, mais le photographe portugais Fernando Pereira, revenu à bord pour récupérer son matériel, est surpris par la deuxième explosion et périt noyé.

L'opération tourne au fiasco. Les agents Alain Mafart et Dominique Prieur, faux époux Turenge et vrais coordinateurs de l'attentat, sont cueillis par la police néo-zélandaise parce que leur camping-car, en plein hiver austral, a attiré l'attention ; des mandats d'arrêt sont émis contre l'équipage du voilier *Ouvéa*, qui a convoyé le matériel avant de repartir la veille de l'attentat. Un scandale international éclate : la France a organisé un acte terroriste sur le territoire d'un pays ami.

Ce drame a une toile de fond : la guerre froide, la course aux armements, la politique de « grandeur » de la France. Pour décrire ce monde de 1985, on doit mettre tous les verbes à

l'imparfait : l'URSS et le pacte de Varsovie étaient alors bien en place, l'apartheid durait depuis des décennies en Afrique du Sud, des dictatures plus ou moins amies de l'Occident prospéraient en Afrique et au Moyen-Orient – Tunisie de Ben Ali, Égypte de Moubarak, Irak de Saddam Hussein, etc.

En France, au journal *Le Monde*, l'enquête échoit à Edwy Plenel, jeune journaliste de 33 ans y exerçant comme rubricard chargé de la police. La connaissance du monde policier – alors en pleine effervescence – et le goût de l'enquête le poussent à relever le défi, tout à la fois *insider* à la rédaction et *outsider* dans le monde du journalisme. Là encore, on voyage dans le monde d'hier. Les articles sont écrits à la main sur du papier ligné (Plenel innove en commandant une machine à écrire). Le journal est composé par des ouvriers typographes et imprimé dans le sous-sol de l'immeuble de la rue des Italiens. Hubert Beuve-Méry, fondateur et directeur du *Monde* de 1944 à 1969, a gardé un petit bureau au dernier étage. Il arrive aux petits jeunes comme Edwy Plenel de le croiser, légendaire et taiseux, dans son costume trois-pièces.

Cet univers nous semble, par un délicieux anachronisme, se caractériser par tous ses manques : pas de téléphone portable, pas de textos, pas d'ordinateur, pas de traitement de texte, pas d'Internet, pas de mail, pas de Google, ni de Youtube, ni de Facebook. Cela n'a pas empêché les Albert Londres et les Joseph Kessel de voyager et d'écrire. Aujourd'hui, après quelques révolutions, le monde a radicalement changé. La raison d'État, elle, existe toujours.

Au cœur du pouvoir

L'opération « Satanique », montée par la DGSE, a été commandée par le ministre de la Défense, Charles Hernu, avec l'aval explicite du président de la République. Rapidement, les services secrets français sont désignés par la presse internationale ; mais la version officielle, relayée par le rapport Tricot, assure que les deux équipes – les faux époux Turenge et l'équipage de l'*Ouvéa* – n'étaient en Nouvelle-Zélande que pour une mission de surveillance. Ils n'ont pas eu matériellement le temps de poser les charges explosives dans le port d'Auckland.

Avec l'aide de Bertrand Le Gendre, du *Monde*, et de Georges Marion, du *Canard enchaîné*, Edwy Plenel recherche la pièce manquante du puzzle. Ici apparaît la principale « source » des journalistes, encore aujourd'hui protégée par son nom de code. « Le Consul » est un grand commis de l'État qui accepte d'orienter le jeune Plenel lors de rendez-vous dans des restaurants des beaux quartiers, où des allusions sont glissées en contrebande entre un plat en sauce et la fine champagne : « Au fond, le Consul ne nous confiait pas de révélations. [...] Il se contentait d'indiquer la piste à suivre » (p. 113).

Dans un bar près des Champs-Élysées, le Consul finit par lâcher l'information décisive : ce sont deux nageurs de combat de la base d'Aspretto en Corse qui ont posé les charges explosives. Le lendemain, 17 septembre 1985, paraît l'édition du *Monde* (datée du 18 septembre) avec sa « une » devenue fameuse : « Le *Rainbow Warrior* aurait été coulé par une troisième équipe de militaires français ». Par prudence, le directeur du journal, André Fontaine, a imposé le conditionnel. Trois jours plus tard, le ministre de la Défense et le patron de la DGSE démissionnent.

Au-delà de la leçon de journalisme, Edwy Plenel révèle la chaîne de décision au sommet de l'État, l'exercice du pouvoir sous Mitterrand et, surtout, l'orientation de ses choix stratégiques, qui se sont révélés tragiquement erronés : obsession des essais nucléaires

(supprimés onze ans plus tard par Jacques Chirac) et mépris pour les enjeux écologiques (un des questions-clés du XXI^e siècle), auxquels il faudra ajouter, au début des années 1990, la réticence devant la réunification de l'Allemagne, le soutien aux Serbes pendant la guerre en ex-Yougoslavie et la coopération avec le régime raciste de Habyarimana au Rwanda, avant qu'éclate le génocide des Tutsi.

En ce sens, l'attentat contre le *Rainbow Warrior* est le péché originel de la Mitterrandie, tout à la fois dans sa criminalité d'État et dans ses implications anti-démocratiques (l'exécutif ment, tandis que Plenel est sur écoute).

Le laboureur et le braconnier

La Troisième Équipe conforte la conviction qu'il y a un rapport entre journalisme, histoire et sciences sociales. Est-ce parce que Plenel aurait aidé par avance les historiens de demain, ceux qui essaieront de comprendre la doctrine nucléaire française, l'emprise de la France dans le Pacifique ex-colonial, l'éthique de la gauche au pouvoir ou le fonctionnement de la Cinquième République ? Est-ce parce que les révélations du *Monde* en 1985 ont eu une portée « historique », en déstabilisant le premier septennat de Mitterrand et le gouvernement de Laurent Fabius ? Ici, le parallèle avec le scandale du Watergate est intéressant : Bob Woodward et Carl Bernstein, journalistes au *Washington Post* guidés par les indications de « Deep Throat » (le numéro 2 du FBI de l'époque), ont mis au jour les liens entre la Maison-Blanche et les cambrioleurs des locaux du Parti démocrate, ce qui a conduit à la démission de Nixon en 1974.

En fait, journalisme, histoire et sciences sociales sont reliés par un enjeu plus fort : l'enquête. L'enquête est le paradigme commun par lequel, grâce à des preuves, on peut énoncer du vrai sur des actions humaines. Bien sûr, l'auditat règne ici et pas là. Bien sûr, les journalistes et les historiens ne se donnent pas les mêmes objets, selon le même tempo ni selon les mêmes approches. Aucun chercheur ne se contentera de décortiquer un fait isolé, fût-il essentiel. Et puis les journalistes – censément dépourvus de rigueur, de scrupules, de culture, etc. – n'ont pas toujours bonne presse : on referme *Sur la télévision* (1996) de Bourdieu avec le sentiment rassurant que TF1 sont les méchants et les sociologues, les gentils.

Il n'en reste pas moins que les propos de Plenel définissant l'enquête, avec « son artisanat, ses intuitions, ses tâtonnements et ses risques » (p. 12), pourraient parfaitement être repris par les historiens. « La vérification est notre première discipline, le devoir infini des ouvriers de la vérité » (p. 40). « Enquêter, c'est construire un puzzle [...], c'est procéder par tâtonnements et recoupements, hypothèses et vérifications, pour finir par trouver l'information décisive » (p. 68-69). Comme le philosophe Dewey l'explique dans *Logique. La théorie de l'enquête* (1938), l'enquête consiste à mettre en relation : ici, le lien, le pont, c'est l'existence d'une troisième équipe, qui donne la clé de toute l'affaire.

Autrement dit, il y a dans le journalisme d'investigation une part de raisonnement historique : définition d'un problème, prise de distance, collecte de sources, vérification, recoupement, administration de la preuve, diffusion d'un savoir. Le recul temporel ne fait rien à l'affaire. Sur les terres de vérité, l'historien est laboureur, le journaliste est braconnier.

Mais il y a davantage : le journalisme et les sciences sociales nourrissent ce que Plenel appelle « nos curiosités démocratiques » (p. 68). Enquêter sur le scandale du *Rainbow Warrior* était une réponse « au défi démocratique que nous lançait l'État jusqu'en son sommet par son entêtement à mentir » (p. 60). Cette conception – classique, mais en déclin – du

journalisme comme contre-pouvoir n'est pas étrangère aux chercheurs. À la fin du XIX^e siècle, l'affaire Dreyfus avait réuni des journalistes et des historiens (Émile Zola et Charles Seignobos, par exemple) dans un commun combat pour la vérité.

Demain, on aura besoin d'enquêteurs, de citoyens vigilants, de lanceurs d'alerte, d'organes de presse indépendants, de journalistes tels que Fabrice Arfi révélant dans Mediapart les fraudes et les mensonges du ministre du Budget, ou Antoine Peillon démontant le système d'évasion fiscale mis en place par la banque UBS. De plus en plus, on aura besoin d'historiens, de sociologues et de chercheurs, tous ces militants de la vérité qui participent à la vie de la cité parce qu'ils essaient de dire du vrai face au silence, au déni, aux fausses évidences, mais aussi face aux éléments de langage, aux secrets Défense, à la com et à la pub, la « raison de marché » étant aussi envahissante que la raison d'État. Le journalisme d'investigation est au ronron médiatique ce que les sciences sociales sont au conformisme académique.

Engagement et responsabilité

Fils d'un haut fonctionnaire de Martinique rétrogradé pour son engagement anticolonial, ancien militant de la Ligue communiste révolutionnaire, journaliste depuis trente-cinq ans et victime des écoutes illégales ordonnées par Mitterrand, Edwy Plenel a pu se forger une philosophie personnelle sur les pratiques de la Cinquième République. Après avoir dirigé la rédaction du *Monde* de 1996 à 2004, il a fondé en 2008 Mediapart, site d'information en ligne nourri par des enquêtes de terrain. Mais, en trente ans, il n'a jamais chargé les exécutants ni les lampistes, réservant ses critiques au présidentialisme à la française, où un seul décide sans jamais avoir de comptes à rendre.

Parmi les petites mains de l'attentat contre le *Rainbow Warrior*, l'un a changé de vie : Alain Mafart est devenu photographe du monde animal et de la biodiversité – hommage tardif aux valeurs de Greenpeace. Un autre a publiquement exprimé son sentiment de culpabilité et ses regrets. Il s'agit de Jean-Luc Kister, le nageur de combat de la « troisième équipe de militaires français » qui a posé les charges explosives dans la nuit d'Auckland. Dans un entretien [<http://www.mediapart.fr/journal/international/060915/le-dernier-secret-de-l-affaire-greenpeace>] donné à Mediapart le 6 septembre 2015, le colonel, aujourd'hui âgé de 63 ans, déclarait :

Trente ans après les événements, avec les passions qui se sont apaisées, et aussi le recul que j'ai par rapport à ma vie professionnelle, j'ai pensé que c'était une occasion pour moi d'exprimer à la fois mes profonds regrets et mes excuses. [...] J'assume cette responsabilité. J'ai agi sur ordre. Et j'ai fait mon devoir, le devoir qui m'avait été imposé par les autorités politiques.

Ces propos font songer à la torture en Algérie, avec sa cascade de responsabilités décroissantes : le pouvoir politique, les généraux, les gradés de terrain, les soldats du rang. Et François Mitterrand ? Derrière l'image de l'« homme à la rose » ou du « Florentin », il incarne de profondes continuités françaises.

Publié dans lavedesidees.fr, le 18 septembre 2015

© lavedesidees.fr